

Le 15 décembre 2021, les chiffres sont tombés. A la rentrée 2022, 440 postes seront supprimés dans les collèges et lycées de France. **Dans l'Académie d'Amiens, c'est 18 postes en moins l'année prochaine !**

Le gouvernement continue donc sa casse du service public d'éducation. Dans le même temps, le ministre Blanquer se félicite de rendre 47 millions d'euros de budget non dépensé ! Rappelons-le, **des postes en moins, ce sont des élèves en plus dans les classes**. Fin des demi-groupes, regroupements de niveaux de classes différents (des groupes mélangeant troisièmes et quatrièmes par exemple).

Pour les personnels, cela se traduit par une **augmentation des heures supplémentaires, mais également des déplacements professionnels**. Se multiplient les compléments de services des collègues en poste fixe, les enseignant-e-s TZR sur plusieurs établissements et les contractuel-le-s utilisé-e-s comme variable d'ajustement des besoins académiques.

Rappelons également que **les suppressions de postes compliquent le mouvement des mutations** : rentrer dans l'académie ou en sortir est plus difficile et prend plus de temps, tandis que le barème des mutations à l'intra est revu à la hausse.

Des enseignants en moins, c'est donc une dégradation des conditions de travail ET de la qualité de l'enseignement : impossibilité de construire des projets dans le temps long, pression et stress au travail dans des établissements nouveaux, moins d'aide individualisée pour les élèves en difficulté.

C'est pourquoi, à SUD Education 80, nous revendiquons :

-la fin des suppressions de postes et l'embauche massive d'enseignant-e-s, d'AED et d'AESH pour assurer à tous les enfants un service public d'éducation de qualité

-la réalisation d'un plan d'urgence pour l'éducation face aux conséquences de la pandémie

Amiens, le 19 décembre 2020

